

2 Politique

Opération "Mains propres"

"Les enquêtes judiciaires se poursuivront"

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

C'est ce qu'a annoncé Alain-Claude Bilie-By-Nze, le Porte-parole du gouvernement, hier, au cours d'une conférence de presse tenue à la maison de la radio Georges Rawiri, au sujet des récentes arrestations de certaines personnalités soupçonnées de détournements de deniers publics.

ALAIN-CLAUDE Bilie-By-Nze a animé une conférence de presse hier, à la maison de la radio Georges Rawiri. Comme à l'accoutumée, le Porte-parole du gouvernement a, avec la presse nationale et internationale, évoqué divers sujets d'actualité. Entre autres, le rapport

des cent premiers jours du gouvernement, la tenue prochaine du sommet de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba (Ethiopie), la poursuite de l'opération "Mains propres", etc. Sur le dernier point, le Porte-parole du gouvernement a annoncé la poursuite de l'opération lancée dans notre pays il y a quelques semaines et marquée par l'arrestation de deux anciens ministres et d'un haut cadre de l'administration. Cette action concerne aussi bien des personnalités en fonction, que celles ayant été aux commandes autrefois. "Tous ceux qui crient à la justice spectacle pensent que le curseur ne va pas arriver vers eux. Qu'ils soient rassurés, l'opération ne fera pas en

sorte qu'ils ne répondent pas de leurs actes. Qu'ils soient rassurés, ils répondront de leur gestion passée", a martelé Alain-Claude Bilie-By-Nze. Autre point évoqué, le projet de résolution sur le Gabon déposé au Parlement européen par certains députés européens. Sur ce sujet également, le Porte-parole s'est voulu "clair": "La colonisation est terminée, le Gabon n'est pas membre du Parlement européen. Ce Parlement a ses propres problèmes, il a des problèmes de démocratie (...). Il n'a pas à dicter une loi au Gabon. Nous travaillons d'égal à égal, nous avons des coopérations (...)".

Sur un tout autre plan, Alain-Claude Bilie-By-Nze est revenu sur le rapport des cent premiers jours

du gouvernement présenté au chef de l'Etat, mercredi dernier. Tout comme il a abordé la tenue du sommet de l'Union africaine qui se tiendra du 30 au 31 janvier à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Selon le Porte-parole du gouvernement, cette rencontre s'inscrit dans la poursuite des réformes de l'Organisation. Il s'agira également pour les chefs d'Etats membres, d'élire le futur président de la Commission de ladite organisation panafricaine et de la question du retour du Maroc en son sein, entre autres. Le dialogue inclusif annoncé par Ali Bongo Ondimba n'a pas été en reste. Les journalistes ont été informés de ce que la "quasi-totalité" des partis politiques ont donné leur



Le Porte-parole du gouvernement lors d'une précédente intervention.

accord quant à ce rendez-vous. Pour l'instant, le format dudit dialogue est en discussion. Aussi, la date et le lieu seront communiqués ultérieurement.

Opposition/Actualité politique

Le regard de la Coalition pour la nouvelle République

C. O. & O'. N.

Libreville/Gabon

Ce groupement politique organisé autour de Jean Ping, ancien candidat à la Présidentielle d'août 2016, a effectué une sortie hier à la résidence de ce dernier. Cette déclaration a été lue par le président de l'Adère, Didjob Divungi Di Ndinge. Occasion pour cette famille politique de critiquer le pouvoir en place.

LA Coalition pour la nouvelle République, groupement politique essentiellement composé du principal candidat de l'opposition à la dernière élection présidentielle, Jean Ping, et de ses alliés, était face à la presse, hier en milieu de matinée, à la résidence

de M. Ping sise aux Charbonnages. Au programme, une déclaration lue par l'ancien vice-président de la République, Didjob Divungi Di Ndinge, par ailleurs leader d'une aile de l'Alliance démocratique et républicaine (Adère). C'était en présence de plusieurs ténors dudit camp politique dont Jean Ping, Casimir Oyé Mba, Léon-Paul Ngoulakia, Zacharie Myboto, Jean Eyéghé Ndong, etc. Occasion pour eux de jeter un regard critique sur l'actualité socio-politique dans notre pays. L'orateur du jour a dénoncé, au nom de la "Résistance" qu'organise sa famille politique, ce qu'il a qualifié de "climat de terreur qui perdure dans notre pays, alors même

que l'action de cette Résistance est légale et pacifique". Non sans relever que "la chasse à l'homme se poursuit ; tout comme les arrestations des jeunes qui veulent exprimer librement et démocratiquement leurs opinions continuent (...)".

Le porte-voix de la Coalition pour la nouvelle République exige la libération de tous les "prévenus politiques", citant entre autres Bertrand Zibi et Landry Amianghe.

S'agissant de l'incarcération, récemment, des personnalités soupçonnées de malversations financières, la Coalition a rappelé que "les crimes commis par les membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonc-



La déclaration de la Coalition pour la nouvelle République a été lue par Didjob Divungi Di Ndinge.

tions ne peuvent être connus que par la Haute Cour de justice".

Sur un tout autre plan, la Coalition pour la nouvelle République a an-

noncé que le Parlement européen se réunira le 1er février prochain à Bruxelles (Belgique), "pour débattre de la situation du Gabon". Un

sujet également évoqué par le Porte-parole du gouvernement hier au cours d'une conférence de presse (Lire ci-dessus).

100 premiers jours du gouvernement

Le PDG satisfait de l'action gouvernementale

J.K.M

Libreville/Gabon

Le porte-parole du parti au pouvoir, Léandre Anoue Kiki, s'est dit confiant dans la capacité des membres de l'équipe Issoze Ngondet à relever, à court, moyen et long termes, les nombreux défis auxquels est confronté notre pays.

AU lendemain de la remise du rapport des cent premiers jours du gouvernement au chef de l'Etat par le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze

Ngondet, le Parti démocratique gabonais (PDG), par la voix de son porte-parole, Léandre Anoue Kiki, s'est déclaré, hier, satisfait des différentes actions exécutées, à ce jour, par les membres du gouvernement depuis leur entrée en fonction. D'autant plus que, selon lui, leur marge de manœuvre était particulièrement réduite eu égard à la crise économique à laquelle est confronté l'ensemble des pays de la sous-région.

N'empêche que Léandre Anoue Kiki, par ailleurs secrétaire national du PDG pour le compte de la province du Haut-Ogooué,

s'est dit particulièrement confiant dans la capacité de l'équipe Issoze Ngondet à relever, à moyen, court et long termes, dans l'intérêt des populations, les nombreux défis auxquels fait face notre pays. Notamment dans les domaines de l'égalité des chances, l'éducation, la construction d'infrastructures, la santé, la consolidation de la démocratie, l'Etat de droit, la préservation de l'environnement, etc.

Son optimisme est d'autant plus justifié que, selon lui, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, ne ménage aucun effort pour matérialiser son am-

bition de faire du Gabon un pays émergent, à l'horizon 2025. Une ambition largement relayée, a-t-il avancé, par le Premier ministre, dans sa Déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, le 10 novembre 2016.

C'est dire que, selon M. Anoue Kiki, il ne faut pas, en dépit de certains manquements, céder au "gabono-pessimisme". Cette tendance qui, à l'en croire, habite de nombreux compatriotes qui "préfèrent noircir davantage la situation en fermant les yeux sur les réalisations du gouvernement, tout en niant le génie créateur gabonais".



Le porte-parole du PDG, Léandre Anoue Kiki satisfait de l'action gouvernementale.